



LUXDEV

RAPPORT FINANCIER 2015





sommaire

04

RAPPORT DE GESTION

06

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE

12

RAPPORT DU RÉVISEUR
D'ENTREPRISES AGRÉÉ

14

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015

16

COMPTES DE
PERTES ET PROFITS

18

ANNEXES AUX
COMPTES ANNUELS

Rapport de Gestion 2015

Situation de la société

En 2015, l'Agence a été mandatée pour mettre en oeuvre 91 projets pour divers bailleurs qui se répartissent comme suit : 83 projets pour l'État luxembourgeois, 8 projets pour le compte d'autres bailleurs tiers (5 sous forme de coopérations déléguées et 3 pour des bailleurs tiers sans lien avec la Coopération luxembourgeoise).

Le total des déboursements mis en oeuvre par l'Agence s'est élevé à 79 801 435,68 EUR (89 434 176,85 EUR en 2014). Ce montant se compose comme suit :

- projets financés par le Fonds de la coopération : 72 273 790,85 EUR (81 000 055,35 EUR en 2014) ;
- projets financés par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures : 7 601,57 EUR (400 459,13 EUR en 2014) ;
- coopérations déléguées : 4 772 951,64 EUR (3 918 954,86 EUR en 2014) ;
- opérations pour bailleurs tiers (sans lien avec la Coopération luxembourgeoise) et assimilées : 2 747 091,62 EUR (4 114 707,51 EUR en 2014).

Lors de sa réunion du 10 décembre 2014, le Conseil d'Administration avait approuvé un budget de 9 950 800 EUR HTVA en faveur de l'Agence pour l'exercice 2015. Ce budget couvre les frais de fonctionnement de l'Agence en relation avec la mise en oeuvre des 83 projets pour compte de l'État luxembourgeois. Au 31 décembre 2015, l'Agence avait appelé 9 950 800 EUR HTVA. Conformément aux stipulations du Protocole entre l'État et l'Agence, la partie du budget appelée, mais non déboursée au 31 décembre 2015, soit 787 370,72 EUR HTVA (611 677,23 EUR HTVA en 2014), sera déduite du 2^e appel de fonds de 2016.

En conclusion, le Fonds de la Coopération a contribué en 2015 à hauteur de 9 163 429,28 EUR HTVA (8 881 557,77 EUR HTVA en 2014) au budget de l'Agence.

L'Agence met également en oeuvre des projets pour le compte d'autres bailleurs tiers. L'Agence constate annuellement comme « produit » (au niveau des Pertes et Profits), la partie de la rémunération nette qui correspond à l'état d'avancement des projets pour compte d'autres bailleurs tiers (proportionnellement aux déboursements effectués sur l'année). L'Agence constate également annuellement les charges pour le compte d'autres bailleurs tiers et réévalue à chaque fin d'exercice la provision pour risques en relation avec les projets pour compte d'autres bailleurs tiers. La différence constitue la marge de l'Agence sur ces activités.

L'exercice 2015 se clôture avec un bénéfice de 59 616,35 EUR (7 382,26 en 2014) après impôts.

Au 31 décembre 2015, l'Agence comptait 108 collaborateurs (109 au 31 décembre 2014), qui se répartissaient comme suit : 54 au Siège et 54 sur le Terrain.

L'Agence opère des Bureaux régionaux à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoï et Managua et depuis début 2015, l'Agence a ouvert des antennes à Bamako et à Niamey.

En 2015, comme l'année précédente, les pays partenaires privilégiés étaient au nombre de neuf : Cabo-Verde, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Vietnam, Laos, Nicaragua et El Salvador. L'Agence est également opérationnelle dans trois autres pays, à savoir au Myanmar, au Kosovo, et en Mongolie.

Rapport de Gestion 2015

Évolution des affaires

Pour 2016, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a mis à disposition de l'Agence une enveloppe de 80 000 000 EUR (78 167 227 EUR en 2015) pour l'exécution des programmes et projets.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des programmes et projets pour l'État Luxembourgeois, ce dernier a mis à disposition de l'Agence pour 2016 un budget, approuvé par le Conseil d'Administration, de 10 142 000 EUR HTVA (9 950 800 EUR en 2015).

En ce qui concerne les opérations pour d'autres bailleurs tiers, l'Agence estime à 10 000 000 EUR les déboursements pour 2016. Le budget annuel de l'Agence, approuvé par le conseil d'administration, prévoit que les produits réalisés sur ces opérations couvrent l'ensemble des charges y rattachées.

En 2016, l'Agence ne prévoit pas de changement au niveau du nombre de ses collaborateurs.

Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice

En date du 16 mars 2016, le Conseil d'Administration a avalisé le nouvel organigramme de l'Agence, dont les axes principaux sont les suivantes : 1) autonomie renforcée des Bureaux régionaux, 2) fusion des directions Opérations et Expertise et Qualité en Direction des Programmes, 3) création d'un département Coordination des Audits et Contrôles internes ex post des programmes et projets, et 4) réduction du comité de direction de cinq à quatre membres.

Principaux risques et incertitudes

L'Agence dispose d'un dispositif de gestion des risques pouvant survenir lors de la mise en œuvre des programmes et projets.

Comme principaux risques à surveiller, l'Agence a identifié le risque financier/comptable, le risque de fraude/corruption, le risque en relation avec les passations de marché et le risque d'insécurité physique des collaborateurs.

L'Agence a constitué des provisions d'un montant de 532 983 EUR (390 308 EUR en 2014) pour couvrir les risques et charges en rapport avec les projets exécutés sous mandat pour d'autres bailleurs tiers.

Luxembourg, le 08 juin 2016

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte-rendu analytique

1. PRODUITS

1.1. MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En date du 10 décembre 2014, le Conseil d'Administration a approuvé le budget 2015 de l'Agence qui se chiffre à 9 950 800 EUR HTVA. Au 31 décembre 2015, l'Agence avait appelé la totalité du budget approuvé soit 9 950 800 EUR hors HTVA. Conformément à la Convention qui lie l'Agence à l'État, le solde des avances non déboursées au 31 décembre 2015, soit 787 370,72 EUR HTVA, sera déduit du 2^e appel de fonds en 2016. En conclusion, le Fonds de la Coopération a contribué à hauteur de 9 163 429,28 EUR HTVA (8 881 557,77 EUR TVA en 2014) aux frais de fonctionnements de l'Agence.

L'Agence a constaté des produits se chiffrant à 598 813,28 EUR (711 445,19 EUR en 2014) pour la mise en œuvre de projets pour d'autres bailleurs tiers.

Le montant total net du chiffre d'affaires de l'Agence pour l'exercice 2015 s'élève dès lors à 9 762 242,56 EUR (9 593 002,96 EUR en 2014).

1.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

L'Agence a comptabilisé divers autres revenus pour un montant total de 159 216,32 EUR (58 626,06 EUR en 2014), qui se composent comme suit : une indemnité pour la coordination du projet AAA/313 (10 250 EUR) ; produits de cessions d'actif (10 774,41 EUR) ; divers autres revenus (8 218,19 EUR) ; remboursement de TVA (710,24) et une reprise sur provisions d'exploitation (129 263,48 EUR).

En 2015, l'Agence a mis à la disposition des programmes et projets – mis en œuvre pour le compte de l'État - des collaborateurs, dont les frais réels ont été refacturés aux programmes et projets concernés pour un montant total de 541 071,01 EUR (647 189,93 EUR en 2014).

Dans le cadre de l'exécution de son programme Assistants techniques juniors (ATJ), le Ministère des Affaires étrangères et européennes a donné mandat à l'Agence pour la mise en œuvre d'un projet couvrant la gestion des stagiaires sélectionnés (AAA/313). Les frais de gestion de ces stagiaires ont été refacturés aux frais réels au Ministère des Affaires étrangères et européennes pour un montant total de 349 059,82 EUR (369 176,23 EUR en 2014).

La somme des autres produits d'exploitation de l'Agence pour l'exercice 2015 s'élève dès lors à 1 049 347,15 EUR (1 074 992,22 EUR en 2014).

1.3. AUTRES INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS

L'Agence a perçu des intérêts des établissements bancaires en 2015 d'un montant de 1 416,66 EUR (4 288,44 EUR en 2014) et a réalisé des gains de change de 6 346,68 EUR (6 186,02 EUR en 2014) soit un total de 7 763,34 EUR (10 474,46 EUR en 2014).

Compte-rendu analytique

1.4. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le décompte d'impôts de l'exercice 2014 de l'Administration des Contributions a engendré un produit d'un montant de 480,00 EUR. L'Administration des Contributions a remboursé un montant de 80,00 EUR correspondant à des impôts sur salaires trop payés de 2014. De plus, la Caisse Nationale de Santé a procédé au remboursement d'un salaire pour un montant de 3 193,50 EUR.

La somme des Produits exceptionnels s'établit dès lors à 3 753,50 EUR (35 969,43 EUR en 2014).

2. CHARGES

2.1. AUTRES CHARGES EXTERNES

Parmi les charges externes, il y a lieu de relever quatre postes qui représentent 73,03% (73,62% en 2014) de l'ensemble des charges externes de l'Agence, à savoir :

- le loyer du Siège et des Bureaux régionaux pour un montant de 805 877,18 EUR (796 410,13 EUR en 2014) ;
- les frais de missions pour un montant de 415 989,77 EUR (438 213,19 EUR en 2014) ;
- les honoraires pour un montant de 221 718,98 EUR (157 105,18 EUR en 2014) ;
- les frais liés au détachement du personnel expatrié 456 029,25 EUR (488 581,73 EUR en 2014).

Les autres charges externes, pour un montant total de 701 428,07 EUR (673 618,70 EUR en 2014), se composent principalement des frais postaux et accès internet, de documentations, des assurances, des contrats de maintenance, de surveillance et des frais de formation.

La somme des charges s'élève dès lors à 2 601 043,25 EUR (2 553 928,93 EUR en 2014).

2.2. LES RESSOURCES HUMAINES

Les frais de personnel en 2015 se composent comme suit :

- salaires et charges du personnel Siège pour un montant de 4 784 957,98 EUR (4 618 413,57 EUR en 2014) ;
- salaires et charges du personnel de nos Bureaux régionaux (expatriés et personnel local) pour un montant de 2 009 520,36 EUR (1 812 883,28 EUR en 2014) ;
- salaires et charges du personnel mis à disposition aux programmes et projets pour un montant de 477 644,01 EUR (647 189,23 EUR en 2014) ;
- salaires et charges des stagiaires (programme ATJ) pour un montant de 349 059,82 EUR (369 176,26 EUR en 2014) ;
- pensions complémentaires pour un montant de 171 436,06 EUR (174 214,05 EUR en 2014).

Le montant total des frais de personnel de l'Agence pour l'exercice 2015 s'élève dès lors à 7 792 618,23 EUR (7 621 876,39 EUR en 2014).

Compte-rendu analytique

Au 31 décembre 2015, les effectifs de l'Agence étaient répartis comme suit : (hors congé maternité, maladie longue durée, congé parental et congé sans solde)

	01.01.2015	31.12.2015	Variations
PERSONNEL SIÈGE	52	54	+2
Direction générale	2	2	0
Direction des Opérations	1	1	0
Direction Expertise & Qualité	1	1	0
Direction Ressources humaines	1	1	0
Communications	3	3	0
Expertise, Qualité et Évaluation	8	8	0
Ressources humaines	5	6	+1
Opérations	15	16	+1
Procédures et Contrats d'Achats	7	7	0
Comptabilité & Finances	4	4	0
Informatique	4	4	0
Secrétariat	1	1	0
PERSONNEL BUREAUX RÉGIONAUX	42	43	+1
Personnel expatrié	11	10	-1
Personnel local	31	33	+2
PERSONNEL MIS À DISPOSITION	5	5	0
Personnel mis à disposition aux Autres Bailleurs Tiers	1	1	0
Personnel mis à disposition au Terrain	4	4	0
STAGIAIRES	10	6	-4
TOTAL	109	108	-1

2.3. CORRECTIONS DE VALEURS

L'Agence a comptabilisé pour l'exercice 2015 des corrections de valeur pour un montant total de 110 830,71 EUR (109 210,95 EUR en 2014).

Compte-rendu analytique

2.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La variation des provisions pour risques et charges en relation avec les marges générées sur les opérations pour les autres bailleurs tiers, constituée en 2014, s'élevé à 142 675 EUR (390 308,00 EUR en 2014). La provision pour litiges en cours s'élève à 27 522,58 EUR (4 054,95 EUR en 2014) et la taxe sur les véhicules s'élève à 189,60 EUR (184,91 EUR en 2014). Le total des autres charges s'élève donc à 170 387,18 EUR (394 547,86 EUR en 2014).

2.5. INTÉRÊTS ET CHARGES FINANCIÈRES

L'Agence a payé en 2015 des frais bancaires facturés par les établissements bancaires d'un montant de 12 757,11 EUR (9 537,12 EUR en 2014) et a constaté des pertes de change de 11 314,58 EUR (7 648,48 EUR en 2014). Le total des intérêts et charges financières s'élève donc à 24 071,69 EUR (17 185,60 EUR en 2014).

2.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

L'Agence a comptabilisé des cessions d'actif pour un montant de 4 052,53 EUR. Suite au décompte de l'Administration de l'Enregistrement, l'Agence a comptabilisé une charge supplémentaire sur TVA pour l'exercice 2014 d'un montant de 21 541,62 EUR. L'Agence a procédé à la régularisation des cotisations sociales de 2014 pour un montant de 6 910,40 EUR. Le total des charges exceptionnelles s'élève donc à 32 504,55 EUR (2 414,67 EUR en 2014).

2.7. IMPÔTS

L'Agence a comptabilisé au titre de l'année 2015, 23 362 EUR (2 062,41 EUR en 2014) d'impôts. L'impôt sur la fortune pour 2015 s'élève à 5 385,00 EUR (5 830,00 EUR en 2014). Les impôts sur années antérieurs s'élèvent à 3 287,59 EUR (0,00 en 2014).

3. ACTIF

Les immobilisations incorporelles et corporelles de l'Agence s'élèvent à 215 993,49 EUR en 2015 (280 612,18 EUR en 2014).

Les créances de l'Agence résultant de ventes et de prestations de services s'élèvent à 144 903,13 EUR au 31 décembre 2015 (178 660,97 EUR en 2014) et se composent des créances de programmes et projets de 59 511,97 EUR ; des créances de divers clients de 80 928,26 EUR ; des créances de nos Bureaux régionaux de 2 749,71 et des créances d'autres bailleurs tiers de 1 713,19 EUR.

Les autres créances s'élèvent à 28 712,07 EUR (36 225,67 EUR en 2014), il s'agit des avances payées pour l'impôt sur le revenu (5 350,00 EUR) de l'impôt sur la fortune (5 830,00 EUR) et des fonds à recevoir de la Caisse de Mutualité (17 532,07 EUR).

Les avoirs en banque de l'Agence s'élèvent à 3 097 511,59 EUR au 31.12.2015 (2 778 882,44 EUR en 2014).

Compte-rendu analytique

Le compte de régularisation de l'actif affiche un solde de 158 238,48 EUR au 31.12.2015 (88 474,77 EUR en 2014). Il s'agit des charges payées d'avance pour les abonnements 2016 du Siège (27 500,91 EUR) et des charges payées d'avance par nos Bureaux régionaux pour 2016 (130 737,57 EUR).

En conséquence, le total de l'actif s'établit à 3 645 358,76 EUR au 31.12.2015 (3 362 856,03 EUR en 2014).

4. PASSIF

Les capitaux propres s'élèvent à 1 233 421,12 EUR au 31.12.2015 (1 173 804,77 EUR en 2014).

En 2015, les résultats reportés s'élèvent à 857 754,77 EUR suite à l'intégration du bénéfice de 2014 de 7 382,26 EUR et de l'augmentation de la réserve légale de 2 400 EUR. La somme du capital et des réserves s'élève à 316 050,00 EUR.

L'exercice 2015 se clôture avec un bénéfice de 59 616,35 EUR après impôts, qui se compose de la différence entre les Produits de 598 813,28 EUR réalisés sur autres bailleurs tiers et de des Charges connexes de 367 774,93 EUR, des variations des provisions pour risques et charges de 142 675 EUR et des Provisions pour impôts de 28 747 EUR.

Les provisions s'établissent à 1 136 791,42 EUR au 31.12.2015 (1 068 019,33 EUR en 2014). Ce montant se compose des provisions pour litiges (46 515,36 EUR) ; des provisions pour risques et charges en relation avec les opérations pour autres bailleurs tiers (532 983,00 EUR) ; des provisions pour impôts (28 747 EUR) ; des provisions pour congés non pris (100 135,97 EUR) ; des provisions pour la taxe rémunératoire de 0,9 % couvrant la période 2011 à 2015 (5 424,46 EUR) ainsi que de la rémunération variable 2015 (422 985,63 EUR).

Les dettes sur achats et prestations de services de l'Agence, avec échéance inférieure à un an, s'élèvent à 85 413,10 EUR (190 577,50 EUR en 2014). Ce montant se compose des factures de nos fournisseurs restant à payer au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, l'Agence a des dettes fiscales envers l'Administration de l'Enregistrement de 5 228,74 EUR (17 987,95 EUR en 2014), envers l'Administration des Contributions de 34 728,40 EUR (0,00 EUR en 2014) et envers la Sécurité Sociale de 198 754,04 EUR (155 433,23 EUR en 2014).

Les autres dettes de l'Agence se composent de salaires restant à payer au 31.12.2015. Ce montant s'élève à 13 135,24 EUR (0,00 EUR en 2014).

Le compte de régularisation du passif affiche un solde de 937 958,43 EUR au 31.12.2015 (757 033,25 EUR en 2014). Il s'agit de la partie du budget des frais de fonctionnement de l'Agence appelée, mais non déboursée, pour un montant de 920 730,04 EUR TTC (703 428,81 EUR TTC en 2014) et des charges payées d'avance par les bureaux régionaux de 16 734,73 EUR (53 604,44 EUR en 2014).

En conséquence, le total du passif s'établit à 3 645 358,76 EUR au 31.12.2015 (3 362 856,03 EUR en 2014).

Luxembourg, le 08 juin 2016

La Direction générale de Lux-Development S.A.



Rapport du Réviseur d'Entreprises agréé

**Aux Actionnaires de
Lux-Development S.A.
10, rue de la Grève
L-1643 Luxembourg**

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des actionnaires, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Lux-Development S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement et la présentation de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Rapport du Réviseur d'Entreprises agréé

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Lux-Development S.A. au 31 Décembre 2015, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Yves EVEN

Luxembourg, le 08 juin 2016

Bilan 2015

ACTIF	Note(s)	31.12.2015 (EUR)	31.12.2014 (EUR)
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles	2.2, 3.1		
Concessions, brevets, licences et marques		793,49	1 370,16
Immobilisations corporelles	2.3, 3.2		
Terrains et constructions		25 338,86	33 135,21
Autres installations, outillage et mobilier		189 861,14	246 106,81
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		215 993,49	280 612,18
ACTIF CIRCULANT			
Créances	2.4		
Créances résultant de ventes et de prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4.1	144 903,13	178 660,97
Autres créances			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4.2	28 712,07	36 225,67
Avoirs en banques, Avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		3 097 511,59	2 778 882,44
TOTAL ACTIF CIRCULANT		3 271 126,79	2 993 769,08
COMPTES DE RÉGULARISATION	5	158 238,48	88 474,77
TOTAL DE L'ACTIF		3 645 358,76	3 362 856,03

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

Bilan 2015

PASSIF	Note(s)	31.12.2015 (EUR)	31.12.2014 (EUR)
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit	6	250 000,00	250 000,00
Réserves			
- réserve légale	7	25 000,00	25 000,00
- autres réserves	8	41 050,00	38 650,00
Résultats reportés	9	857 754,77	852 772,51
Résultat de l'exercice		59 616,35	7 382,26
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 233 421,12	1 173 804,77
PROVISIONS			
Provisions pour impôts		28 747,00	7 892,41
Autres provisions	2.6, 10	1 108 044,42	1 060 126,92
TOTAL PROVISIONS		1 136 791,42	1 068 019,33
DETTES NON SUBORDONNÉES	11		
Dettes sur achats et prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		85 413,10	190 577,50
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale			
- dettes fiscales		39 957,14	17 987,95
- dettes au titre de la sécurité sociale		198 754,04	155 433,23
Autres dettes			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		13 135,24	-
TOTAL DETTES		337 187,79	363 998,68
COMPTES DE RÉGULARISATION	5	937 958,43	757 033,25
TOTAL DU PASSIF		3 645 358,76	3 362 856,03

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

Compte de Pertes & Profits

CHARGES	Note(s)	2015 (EUR)	2014 (EUR)
CHARGES			
Autres charges externes	2.6	2 601 043,25	2 553 928,93
Frais de personnel	12		
Salaires et traitements		6 694 586,69	6 589 667,81
Charges sociales couvrant les salaires et traitements		926 595,48	857 994,53
Pensions complémentaires		171 436,06	174 214,05
		7 792 618,23	7 621 876,39
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	3	110 830,71	109 210,95
Autres charges d'exploitation	2.6, 13	170 387,18	394 547,86
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		24 071,69	17 185,60
Charges exceptionnelles	14	32 504,55	2 414,67
Impôts sur le résultat		26 649,59	2 062,41
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		5 385,00	5 830,00
Bénéfice de l'exercice		59 616,35	7 382,26
TOTAL DES CHARGES		10 823 106,55	10 714 439,07

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

Compte de Pertes & Profits

PRODUITS	Note(s)	2015 (EUR)	2014 (EUR)
PRODUITS			
Montant net du chiffre d'affaires	15	9 762 242,56	9 593 002,96
Autres produits d'exploitation	16	1 049 347,15	1 074 992,22
Autres intérêts et autres produits financiers autres intérêts et produits financiers		7 763,34	10 474,46
Produits exceptionnels	14	3 753,50	35 969,43
TOTAL DES PRODUITS		10 823 106,55	10 714 439,07

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

L'Agence luxembourgeoise pour la Coopération économique internationale, en abrégé «Lux-Development S.A.» («l'Agence») a été constituée le 9 août 1978, pour une durée illimitée sous forme de société à responsabilité limitée. Lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 1998, la raison sociale de l'Agence avait été transformée en société anonyme. Le siège social de l'Agence est établi à Luxembourg.

Selon l'article 2 de ses statuts, l'Agence a pour objet la mise en œuvre, pour compte de l'État du Grand-Duché de Luxembourg et dans le cadre de la politique luxembourgeoise de coopération au développement, de programmes et projets de coopération bilatérale.

Au-delà de cette tâche principale, l'Agence peut être chargée par l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'opérations ponctuelles en matière d'aide d'urgence, d'autres tâches dans le domaine de la coopération au développement et de toutes autres missions de coopération internationale.

Sur mandat du Ministère des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois (note 15), l'Agence met en œuvre des projets de coopération aux développements bilatéraux et intergouvernementaux financés par le Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, sur base d'un accord du Ministre de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire, l'Agence peut également mettre en œuvre des programmes et projets pour d'autres organismes nationaux et internationaux.

L'Agence peut accomplir, au Luxembourg et à l'étranger, toutes opérations, prospectives ou consultatives, financières, commerciales ou techniques, mobilières ou immobilières, se rapportant directement à son objet ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

L'Agence réalise son objet social conformément à la Convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg signée le 20 octobre 2008, complétée par un Protocole d'Accord avec l'État, signé le 23 novembre 2012.

L'Agence agit en tant que mandataire de l'État du Grand-Duché de Luxembourg (voir 19.1). L'État Luxembourgeois met à disposition de l'Agence un budget annuel pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec les programmes et projets mis en œuvre pour le compte de l'État, pour lesquels l'Agence tient à jour un suivi financier.

L'Agence peut également agir comme mandataire pour d'autres organismes nationaux et internationaux. L'Agence tient à jour un suivi financier (voir 19.2) des projets mis en œuvre pour ces autres bailleurs tiers. Ces prestations fournies par l'Agence à ces autres bailleurs tiers font l'objet d'une rémunération.

Aux mêmes conditions que celles définies à l'alinéa précédent, l'Agence peut entrer en relation avec des entreprises, groupements ou associations ayant un objet analogue, similaire ou connexe en vue de favoriser la réalisation de son objet social.

L'Agence intègre dans ses comptes annuels les actifs, passifs, charges, produits et engagements hors bilan relatifs au Siège, aux Bureaux régionaux basés à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoï et Managua et aux antennes basées à Niamey et à Bamako.

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Agence sont établis conformément aux dispositions de la législation luxembourgeoise et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg.

2.1. CONVERSION DES DEVISES

L'Agence tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Pour les Bureaux régionaux tenant une comptabilité dans une autre devise que l'EUR, la conversion à la date de clôture du bilan se fait suivant les principes suivants :

- les actifs immobilisés libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction ;
- les créances et avoirs en banques faisant partie de l'actif circulant ainsi que les autres dettes à court terme exprimés dans une autre devise que l'EUR sont valorisés sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les autres postes de l'actif et du passif exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de la valeur au cours de change historique ou de la valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis dans la devise du bilan au cours de change de fin de mois.

Ainsi, seuls sont comptabilisés au compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés ainsi que les pertes de change non réalisées.

2.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur prix d'acquisition et font l'objet de corrections de valeur sur la durée normale d'utilisation du bien.

2.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur prix d'acquisition et font l'objet de corrections de valeur sur la durée normale d'utilisation du bien.

Les taux de dépréciation utilisés par l'Agence sont les suivants :

Matériel informatique	33,33%
Mobilier de bureau	25%
Matériel divers	25%
Matériel roulant	20% et 25%
Frais d'aménagement et de décoration des locaux loués	20%

Annexe aux Comptes annuels

2.4. CRÉANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. En cas de perte probable, une correction de valeur est enregistrée.

2.5. DETTES

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

2.6. OPÉRATIONS POUR COMPTE D'AUTRES BAILLEURS TIERS

Le Protocole d'Accord signé le 28 novembre 2012, stipule dans l'annexe IX :

- « Est à considérer comme coopération déléguée toute opération confiée à l'Agence par un bailleur autre que l'État luxembourgeois dans un pays partenaire ou pays à projets. Lorsque le Ministère accepte d'attribuer à l'Agence une opération de cette nature, elle est à considérer comme prolongement de la Coopération luxembourgeoise. Différentes modalités d'exécution sont envisageables et elles feront systématiquement l'objet d'un accord entre le Ministère et l'Agence, notamment pour ce qui est de la participation de représentants du Ministère dans le comité de pilotage de l'opération en question. »
- « Lorsque l'Agence réalise, seule ou en consortium, des opérations pour bailleurs tiers qui n'ont pas de lien avec la Coopération luxembourgeoise (hors pays partenaires et pays à projets, hors tout (co)financement de fonds publics luxembourgeois), elle rétrocédera à l'avenir 1/5^e et/ou 4/5^e du bénéfice réalisé. »

Jusqu'en 2013, les rémunérations nettes furent reconnues dans les états financiers de l'Agence à l'achèvement du projet, et plus précisément à la réception du quitus. Les produits ainsi constatés donnaient lieu à une rétrocession après impôts à l'État (4/5^e pour les coopérations déléguées et 1/5^e pour les bailleurs tiers).

Depuis la clôture de l'exercice 2014, l'Agence constate annuellement un « produit » (au niveau du compte de profits et pertes), qui correspond à l'état d'avancement du projet sous-jacent (proportionnellement aux déboursements effectués sur l'année). Les charges en relation avec les autres bailleurs tiers (incluant les rétrocessions au Ministère des Affaires étrangères et européennes) ainsi que les provisions pour risques sont constatées annuellement sur base d'une comptabilité analytique. La différence entre les produits et les charges constitue la marge de l'Agence sur ces activités spécifiques avec les autres bailleurs tiers (voir détails en note 21).

Par ailleurs, l'Agence a décidé d'analyser et d'estimer les risques en relation avec les projets pour les autres bailleurs tiers. Sur base des expériences du passé, de l'analyse des risques généraux et par projet, l'Agence a retenu le principe d'une constitution de provision forfaitaire pour ces projets, à l'exception des projets pour lesquels l'Agence dispose d'informations précises lui permettant de constituer des provisions individuelles dès la clôture de chaque exercice comptable. Ces risques sont évalués sur une base annuelle.

Il s'agit entre autres :

- des risques d'inéligibilités sur les différents coûts encourus, même après la clôture d'un projet jusqu'à la réception du quitus (ex : la Commission européenne peut procéder à un audit jusqu'à sept ans après la clôture d'un projet) ;
- des risques de pertes dans l'exécution des projets, en cas de budgétisation trop optimiste ;
- d'autres risques rencontrés en cours d'exécution d'un projet.

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2015 (EUR)	2014 (EUR)
Prix d'acquisition		
Prix d'acquisition au début de l'exercice	36 122	34 880
Acquisitions	-	1 242
Cessions	-	-
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	36 122	36 122
Corrections de valeur		
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	(34 752)	(34 392)
Corrections de valeur de l'exercice	(577)	(360)
Reprise de corrections de valeur sur cessions	-	-
Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	(35 329)	(34 752)
Valeur comptable nette	793	1 370

3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2015 (EUR)	2014 (EUR)
Prix d'acquisition		
Prix d'acquisition au début de l'exercice	1 210 878	1 109 035
Acquisitions	50 265	123 761
Cessions	(106 479)	(21 918)
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	1 154 664	1 210 878
Corrections de valeur		
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	(931 636)	(843 630)
Corrections de valeur de l'exercice	(110 254)	(108 851)
Reprise de corrections de valeur sur cessions	102 426	20 845
Corrections de valeur cumulées à la clôture de l'exercice	(939 464)	(931 636)
Valeur comptable nette	215 200	279 242

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 4 - CRÉANCES

4.1. CRÉANCES RÉSULTANT DE VENTES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Les créances d'un montant de 144 903,13 EUR (178 660,97 EUR en 2014) se composent des créances de programmes et projets de 59 511,97 EUR ; des créances de divers clients de 80 928,26 EUR; des créances de nos Bureaux régionaux de 2 749,71 et des créances d'autres bailleurs tiers de 1 713,19 EUR (note 1 et 2.6.).

4.2. AUTRES CRÉANCES

Les autres créances d'un montant de 28 712,07 EUR (36 225,67 EUR en 2014) se composent des avances payées à l'Administration des Contributions de 11 180,00 EUR et du remboursement de la Caisse de Mutualité de 17 532,07 EUR.

NOTE 5 - COMPTES DE RÉGULARISATION

Le compte de régularisation à l'actif d'un montant total de 158 238,48 EUR (88 474,77 EUR en 2014) se compose des frais payés d'avance par le Siège pour l'année 2016 de 27 500,91 EUR et des frais payés d'avance par nos Bureaux régionaux pour l'année 2016 (130 737,57 EUR).

Le compte de régularisation au passif d'un montant de 937 958,43 EUR (757 033,25 EUR en 2014) se compose de la partie du budget des frais de fonctionnement de l'Agence (mis à disposition par l'État luxembourgeois), appelée, mais non déboursée, d'un montant de 921 223,70 EUR TTC et des charges payées d'avance par nos Bureaux régionaux d'un montant de 16 734,73 EUR.

NOTE 6 - CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit s'élève à 250 000 EUR réparti en 400 parts de 625 EUR chacune.

NOTE 7 - RÉSERVE LÉGALE

Conformément à la loi luxembourgeoise sur les sociétés anonymes, l'Agence affecte un minimum de 5 % de son bénéfice net à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire quand la réserve représente 10 % du capital social. Cette réserve n'est pas distribuable.

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 8 - AUTRES RÉSERVES

Au titre des exercices précédents, l'Agence a demandé la réduction de l'impôt sur la fortune dû au titre de ces mêmes années d'imposition. Pour bénéficier de cette réduction d'impôt sur la fortune, l'Agence s'engage à inscrire en affectation du bénéfice d'une année d'imposition, avant la clôture de l'exercice suivant, à un poste de réserve spécial un montant équivalant au quintuple de la réduction demandée, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent celle au titre de laquelle la réduction a été demandée.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que les opérations éligibles prévues par la loi, par exemple l'incorporation au capital), la cote de l'impôt est augmentée pour l'année d'imposition en question d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

NOTE 9 - RÉSULTATS REPORTÉS

	2015 (EUR)	2014 (EUR)
Résultats reportés au début de l'exercice	852 772,51	552 663,59
Bénéfice de l'exercice précédent	7 382,26	300 108,92
Dotation aux autres réserves	- 2 400,00	-
Résultats reportés à la fin de l'exercice	857 754,77	852 772,51

L'affectation du résultat de 2014 a été décidée lors de l'Assemblée générale du 20 mai 2015.

NOTE 10 - AUTRES PROVISIONS

Les autres provisions se composent comme suit :

	2015 (EUR)	2014 (EUR)
Provisions pour litiges	46 515,36	146 285,89
Provisions pour frais de personnel	422 985,63	430 373,85
Provisions pour congés non pris	100 135,97	89 018,61
Provisions pour taxe rémunératoire sur fonds de pension	5 424,46	4 140,57
Provisions pour risques sur divers autres bailleurs (note 2.6)	532 983,00	390 308,00
Total autres provisions	1 108 044,42	1 060 126,92

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 11 - DETTES NON SUBORDONNÉES

Toutes les dettes ont une durée résiduelle inférieure à un an et ne sont pas couvertes par des sûretés réelles données par l'Agence.

NOTE 12 - FRAIS DE PERSONNEL

Le nombre de personnes employées est de 108 salariés au 31 décembre 2015 (109 en 2014) qui se composent en personnel Siège, personnel expatrié, personnel local, personnel mis à disposition pour autres bailleurs tiers aux programmes et projets et de stagiaires.

NOTE 13 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation pour un montant total de 170 387,18 EUR (394 547,86 EUR en 2014) correspondent à l'ajustement de la provision pour couvrir les risques en relation avec les opérations pour autres bailleurs tiers d'un montant de 142 675,00 EUR (note 2.6) ; à la provision pour litiges en cours de 27 522,58 EUR (4 054,95 EUR en 2014) et à la taxe sur les véhicules de 189,60 EUR (184,91 EUR en 2014).

NOTE 14 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels sont de 3 753,50 EUR (35 969,43 EUR en 2014). Ce montant se compose d'un remboursement d'un montant de 3 193,50 EUR de la Caisse nationale de Santé d'un salaire non à charge de l'Agence ainsi que d'un remboursement d'un montant de 560,00 EUR de l'Administration des Contributions.

Les charges exceptionnelles d'un montant de 32 504,55 EUR (2 414,67 en 2014) correspondent à des cessions d'actifs pour un montant de 4 052,53 EUR. De plus, l'Agence a comptabilisé un montant de 28 452,02 EUR correspondant à la régularisation de TVA pour 2014 ainsi qu'une régularisation des cotisations sociales des années 2012 à 2014.

NOTE 15 - MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 31 décembre 2015, le montant net du chiffre d'affaires se compose comme suit :

	2015 (EUR)	2014 (EUR)
Fonds mis à disposition pour frais de fonctionnement		
Ministère des Affaires étrangères et européennes	*9 163 429,28	8 881 557,77
Divers autres bailleurs (note 2.6)	598 813,28	711 445,19
Total du chiffre d'affaires	9 762 242,56	9 593 002,96

* Budget approuvé : 9 950 800 EUR – avances non déboursées : 787 370,72 EUR.

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 16 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2015, les autres produits d'exploitation d'un montant de 1 142 236,35 EUR (1 074 992,22 EUR en 2014) se composent principalement de :

- autres produits : 159 216,32 EUR en 2015 (58 626,06 EUR en 2014);
Il s'agit de cessions d'actifs ; d'un remboursement de TVA ; d'une reprise sur provisions ainsi que de divers autres revenus ;
- mise à disposition de personnel : 541 071,01 EUR en 2015 (647 189,93 EUR en 2014). Il s'agit du personnel de l'Agence mis à disposition des programmes et projets exécutés pour le compte du Ministère des Affaires étrangères et européennes ;
- stagiaires : 349 059,82 EUR en 2015 (369 176,23 EUR en 2014).
Il s'agit du programme Assistant technique junior (ATJ) du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

NOTE 17 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2015, l'Agence a des engagements sur des baux de location jusqu'à la fin 2018 à Luxembourg de 2 023 366,62 EUR (2 731 822,48 EUR en 2014) et dans les Bureaux régionaux de 244 722,83 EUR (144 537,43 EUR en 2014).

NOTE 18 - PENSION COMPLÉMENTAIRE

L'Agence a mis en place, en faveur du personnel, un régime de pension complémentaire. Le régime de pension est géré par une compagnie d'assurance luxembourgeoise contre paiement d'une prime annuelle. L'Agence n'a pas de créances dans ses livres. En 2015, l'Agence a comptabilisé une provision d'un montant de 5 424,46 EUR qui couvre la taxe rémunératoire de 0,9% de 2011 à 2015.

NOTE 19.1 - FONDS DÉBOURSÉS POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT LUXEMBOURGEOIS EN 2015

Durant l'année 2015, l'Agence a mis en oeuvre des fonds pour compte de l'État luxembourgeois, destinés au financement de projets bilatéraux de coopération au développement exécutés par l'Agence sur mandat du Ministère des Affaires étrangères et européennes (note 1), pour un montant de 72 273 790,85 EUR (81 000 055,35 EUR en 2014), sur mandat du Ministère du Développement durable pour un montant de 7 601,57 EUR (400 459,13 EUR en 2014) avec un solde bancaire au 31 décembre 2015 de 5 927 311,50 EUR (4 609 228,41 EUR en 2014).

Annexe aux Comptes annuels

NOTE 19.2 - FONDS DÉBOURSÉS POUR LE COMPTE D'AUTRES BAILLEURS TIERS EN 2015

Durant l'année 2015, l'Agence a mis en oeuvre des fonds sous forme de coopérations déléguées (note 1 et note 2.6) pour un montant de 4 772 951,64 EUR (3 918 854,86 EUR en 2014), avec un solde bancaire au 31 décembre 2015 de 1 404 294,64 EUR (2 966 674,54 EUR en 2014).

Durant l'année 2015, l'Agence a mis en oeuvre des fonds pour autres bailleurs tiers sans lien avec la Coopération luxembourgeoise (note 1 et note 2.6) pour un montant de 2 747 091,62 EUR (4 114 707,51 EUR en 2014), avec un solde bancaire au 31 décembre 2015 de 1 256 197,22 EUR (173 215,73 en 2014).

NOTE 20 - HONORAIRES D'AUDIT

Les honoraires concernant les prestations facturées durant l'exercice à l'Agence par le cabinet d'audit sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	2015 (EUR)	2014 (EUR)
Contrôle légal des comptes annuels & conseil	52 540,00	52 540,00
Autres services d'assurance	-	-
Autres services	-	-
Total honoraires d'audit	52 540,00	52 540,00

Ces honoraires sont présentés sous « Autres charges externes » au compte de profits et pertes.

NOTE 21 - RÉSULTAT DE L'EXERCICE

L'exercice 2015 se clôture avec un bénéfice de 59 616,35 EUR (7 382,26 en 2014) après impôts, qui se compose de la différence entre les Produits réalisés sur autres bailleurs tiers de 598 813,28 EUR (711 445,19 EUR en 2014) (Note 15) et les Charges connexes de 367 774,93 EUR (305 862,52 EUR en 2014), de la Variation des Provisions pour risques et charges de 142 675 EUR (390 308 EUR en 2014) et des Provisions pour impôts de 28 747,00 EUR (7 892,41 en 2014).

NOTE 22 - ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

En date du 16 mars 2016, le Conseil d'Administration a avalisé le nouvel organigramme de l'Agence, dont les axes principaux sont les suivantes : 1) autonomie renforcée des Bureaux régionaux, 2) fusion des directions Opérations et Expertise et Qualité en Direction des Programmes, 3) création d'un département Coordination des Audits et Contrôles internes ex post des programmes et projets, et 4) réduction du comité de direction de cinq à quatre membres.



Lux-Development S.A.

A 10, rue de la Grève | BP 2273, L-1022 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | **F** +352 29 58 58 200

E contact@luxdev.lu | www.luxdev.lu

R.C.S. Luxembourg B0016123

